

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17, Rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 18/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASTRA RECYCLAGE

« Le Contour des Fontaines »
89600 Chéu

Références : 250371
Code AIOT : 0025500032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement ASTRA RECYCLAGE, implanté au lieu-dit « Le Contour des Fontaines » - 89600 CHÉU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée, suite à un signalement concernant la présence d'importants stockages non autorisés de déchets sur site.

Le jour de la visite, aucun responsable n'était présent, ni au siège de l'entreprise à Saint-Florentin, ni sur site, à Chéu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTRA RECYCLAGE
- « Le Contour des Fontaines » - 89600 CHÉU
- Code AIOT : 0025500032
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise ASTRA RECYCLAGE exploite une installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (rubrique 2713) et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712). Elle est pour cela autorisée par arrêté préfectoral du 13 janvier 2014.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	situation administrative	Code de l'environnement du 06/06/2018, article L. 512-7	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	situation administrative	Code de l'environnement du 30/06/2020, article L. 512-7	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 5.1.11	Demande d'action corrective	1 mois
8	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	astreinte administrative	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 1	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 2.3.2.A1.1	Sans objet
5	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 4.2.2	Sans objet
7	Travaux d'entretien et de maintenance	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant exerce deux activités sur son site de Chéu sans disposer des enregistrements

préfectoraux réglementaires : tri/transit/regroupement de déchets de bois et cartons et tri/transit/regroupement de déchets non dangereux au titre des rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, Les piézomètres ont été installés et la surveillance des eaux souterraines est réalisée à bonne fréquence. Ainsi, l'inspection des installations classées propose l'abrogation de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/06/2018, article L.512-7	
Thème(s) : Situation administrative, Régime enregistrement rubrique 2714-1	
Prescription contrôlée :	
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	
Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	(E)
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	(D)
Constats :	
<p>En partie ouest du site, il a été constaté le jour de la visite d'inspection, une importante zone de stockage de bois.</p> <p>La hauteur du stockage est estimée à environ 8 m sur une longueur d'environ 50 m et une largeur de 20 m.</p> <p>Au vu de la configuration du stockage, le volume estimé est d'environ 5 000 m³.</p> <p>Dans la partie sud, un hangar ouvert abrite un stockage de carton estimé à 200 m³.</p> <p>Un employé rencontré sur site a indiqué que ces matières sont apportées sur site pour être triées et préparées afin d'être envoyées dans les filières de valorisation et recyclage.</p> <p>Cette activité de récupération, tri et transit de bois et de carton est soumise à enregistrement préfectoral, ce dont ne dispose pas la société Astra Recyclage. En effet les installations ne sont autorisées et enregistrées que pour les rubriques 2713 (Tri, transit de métaux) et 2714 (centre VHU).</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 2 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/06/2020, article L. 512-7	
Thème(s) : Situation administrative, Régime enregistrement rubrique 2714-1	
Prescription contrôlée : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1	
Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	(E)
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	(DC)
Constats : Au fond du site, à proximité du stock de bois, il a également été constaté le jour de la visite d'inspection, une importante zone de stockage de déchets non dangereux dans la majeure partie est constituée de matières plastiques. La hauteur du stockage est estimée à environ 10 m sur une longueur d'environ 1 000 m et une largeur de 20 m. Au vu de la configuration du stockage, le volume estimé est d'environ 12 000 m ³ à 15 000 m ³ . Tout comme le stockage de déchets de bois, ce stockage de déchets non dangereux est destiné à être trié et préparé afin d'être envoyé dans les filières de valorisation et recyclage et notamment une unité de préparation du CSR (Combustible Solide de Récupération) du groupe. Cette activité de récupération, tri et transit de déchets non dangereux est soumise à enregistrement préfectoral puisque le volume présent sur site dépasse largement les 1 000 m³, ce dont ne dispose pas la société Astra Recyclage. En effet les installations ne sont autorisées et enregistrées que pour les rubriques 2713 (Tri, transit de métaux) et 2714 (centre VHU).	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 3 : astreinte administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, astreinte journalière
Prescription contrôlée : La société ASTRA RECYCLAGE, exploitant un centre VHU et une installation de tri-transit de métaux sur le territoire de la commune de CHÉU, est rendue redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier (jours calendaires) de :

<p>- 50 € (cinquante euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 29 juin 2022 susvisé, pour ce qui concerne la mise en service de 2 piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines.</p> <p>- 50 € (cinquante euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2019 susvisé, pour ce qui concerne la réalisation de la surveillance des eaux souterraines à fréquence trimestrielle.</p> <p>Cette astreinte prend effet dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>L'astreinte est liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à la suite de l'inspection les justificatifs de réalisation des 2 piézomètres manquants pour la surveillance des eaux souterraines. Les travaux ont été réalisés le 24 septembre 2024.</p> <p>Il a également fourni les résultats des analyses trimestrielles des eaux souterraines (décembre 2024, mars et juin 2025). Ces résultats ne font pas apparaître de pollution particulière sur ces eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant respecte désormais les 2 points concernés par l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 14 août 2024.</p> <p>L'inspection des installations classées propose, dans ces conditions, un arrêté préfectoral d'abrogation d'astreinte administrative.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Intégration dans le paysage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 2.3.2.A1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Esthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter l'impact visuel provoqué par le stockage des véhicules hors d'usage et de ne pas générer de risque supplémentaire, le stockage des véhicules est limité à une seule hauteur sur l'ensemble des installations. Le stockage sur plusieurs hauteurs de véhicules est toléré au cours des opérations de gerbage et d'expédition des véhicules.</p> <p>La hauteur de stockage des métaux est limitée à trois mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone de stockage des métaux est apparue relativement propre, les allées sont bien dégagées. La hauteur de stockage des métaux est inférieure à 3 m.</p> <p>Seule une zone restreinte, située au pied du grappin, apparaît avec le sol bétonné abîmé.</p> <p>Il a également été constaté qu'il n'y a plus aucun véhicule hors d'usage sur site.</p> <p>Le hangar dédié à l'activité de dépollution et démontage ne semble plus en activité. Aucun déchet issu du démontage et de la dépollution de véhicule n'a été vu.</p> <p>Les hauteurs de stockage de métaux sont respectées.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La zone au pied du grappin doit faire l'objet d'une réparation afin que l'étanchéité puisse être garantie.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se positionner sur l'arrêt ou la continuité de l'activité de centre VHU. Dans le cas d'un arrêt, une cessation partielle d'activité doit être réalisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Collecte des effluents liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts à jour ont été envoyés par l'exploitant suite à la visite d'inspection. Le plan des réseaux fait apparaître les éléments demandés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 5.1.11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire devra s'assurer de la traçabilité des déchets produits dans son installation. Il doit également s'assurer que ses déchets suivent les filières de traitement adaptées à chaque type de déchets dans des installations agréées et autorisées.</p> <p>Un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et contenant au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes devront être tenues à jour :</p>

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

Un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes devra être tenu à jour :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.

Pour chaque enlèvement de déchets dangereux, un bordereau de suivi de déchets conforme au modèle réglementaire devra être produit. Et conservés pendant 5 ans.

Constats :

L'exploitant a fourni un registre des entrées et des sorties de déchets.
Cependant, celui-ci n'est pas complet.

Il ne fait pas apparaître, pour les déchets entrants :

- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

Il ne fait pas apparaître, pour les déchets sortants :

- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;

<ul style="list-style-type: none"> • le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; • le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; • le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ; • le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; • la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place les registres des déchets entrants et sortants conformes à la réglementation en vigueur sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Travaux d'entretien et de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni par courrier électronique un exemple de permis de feu. Celui-ci n'appelle pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; <p>«- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de plan de défense contre l'incendie.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées son plan de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois